

Tribune de Julie Coudry dans l'édition du Monde du mardi 20 novembre :

## **Rendre possible ce qui est nécessaire**

La situation faite depuis de trop longues années à l'université en France est indigne des défis du XXIème siècle. Réformer l'Université française est une nécessité vitale pour que notre pays tienne son rang dans le concert mondial. C'est tout particulièrement vrai dans la perspective européenne d'une société de la connaissance.

Notre pays doit faire le pari de sa jeunesse, investir dans l'avenir, dans l'innovation, dans la « matière grise ». L'Université doit fabriquer massivement tout ce qui permet de chercher, d'apprendre, de créer, d'entreprendre, d'innover. Elle doit se remettre à fabriquer de l'excellence, et plus seulement pour une petite élite.

L'Université française est aujourd'hui à la croisée des chemins.

Parce qu'elle rassemble plus d'un million d'étudiants, sa raison d'être c'est l'ouverture sur le monde. Sa mission de former de bons universitaires chercheurs demeure, mais elle doit désormais devenir un tremplin pour l'avenir de tous ses étudiants et avoir pour ambition d'irriguer l'ensemble de la société par les débouchés qu'elle prépare. La question de l'insertion des étudiants de Licence, de Master ou de Doctorat est devenue centrale. Aussi, la mission insertion obtenue par la Cé dans la nouvelle loi sur les universités doit devenir un droit dans les faits pour chaque étudiant.

Pour cela, la loi ne suffit évidemment pas. Il faut vaincre les réticences de ceux qui veulent que rien ne change à l'Université et qu'elle reste fermée sur elle-même. Cela passe par la confrontation des idées, des conceptions, donc par les exigences de la réflexion. Il faut, dans le même temps assurer les moyens financiers, développer les compétences, former les personnels, et créer les outils opérationnels qui permettront de crédibiliser et de faire vivre cette nouvelle mission. Pour tout cela l'Etat a un rôle à jouer, dans le nouveau cadre de l'autonomie des universités, pour impulser ces changements nécessaires. A ce jour, le budget de trois milliards annoncé pour 2008 ne permet même pas de financer des observatoires des débouchés dans toutes les universités.

Faire le pari de l'avenir c'est aussi apporter des réponses concrètes à la mesure des situations que connaissent les universités et les étudiants et qui sont parfois inacceptables et révoltantes. Conditions de vie, d'étude, santé, dans ces trois domaines beaucoup reste à faire.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a choisi de commencer son action pour l'Université par une réforme structurelle lui donnant plus d'autonomie et de responsabilité. Il y a peu de temps encore, cette réforme faisait largement consensus et est approuvée par des responsables politiques de gauche comme Jack Lang ou Ségolène Royal.

Le gouvernement a choisi de conditionner l'effort budgétaire pour l'enseignement supérieur à la réforme des universités. Mais il n'a pas encore construit l'équilibre entre réforme structurelle et financements, équilibre indispensable pour changer réellement la donne. Lionel Jospin ministre de l'Education Nationale n'avait pas non plus trouvé cet équilibre, les efforts de financement jusque-là inédits du Plan Université 2000 n'ont pas été suivis des réformes structurelles, pourtant prévues pour un second temps.

La loi relative à la Liberté et la Responsabilité des universités a été votée après que les organisations étudiantes aient obtenu les garanties qu'elles demandaient unanimement sur des aspects essentiels de la loi. Le financement prévu pour 2008 doit désormais être à la hauteur des ambitions affichées et des difficultés bien réelles qu'il faut surmonter.

Concrètement, il s'agit de l'état de certains locaux et des conditions d'étude, des obstacles pour pouvoir réellement choisir sa formation et y réussir, du gâchis de l'échec en premier cycle, des difficultés sociales que beaucoup d'étudiants vivent, du parcours du combattant pour réussir à se loger.

Le syndicalisme n'a pas à verser dans le misérabilisme ou à « vendre du malaise au kilo ». L'anti-syndicalisme primaire dont fait preuve la coordination qui prétend parler au nom des étudiants, le refus de la démocratie, la radicalisation de l'action, le positionnement partisan ou la duplicité de l'Unef, « la convergence des luttes », les combats d'arrière-garde ne font que jeter le discrédit sur l'engagement et la mobilisation des étudiants.

L'action syndicale c'est porter les préoccupations des étudiants tout en proposant un horizon positif de l'avenir, c'est trouver des solutions et obtenir des résultats qui améliorent concrètement la vie des étudiants. C'est cela l'ambition qui anime l'action de la Cé. La pétition nationale que nous venons de lancer sur les universités traduit cette exigence et recueille des signatures nombreuses.

Si tout le monde sait que les retards accumulés depuis des années ne peuvent être rattrapés en un jour, les mécontentements et les inquiétudes qu'expriment aujourd'hui les étudiants sont légitimes et doivent être comprises ! Des réponses supplémentaires, immédiates et crédibles doivent y être apportées.

**Le Monde.fr**